



HAL
open science

L'Allemagne après les Pershing : consensus, divergences et dissensions

Anne-Marie Le Gloannec

► **To cite this version:**

Anne-Marie Le Gloannec. L'Allemagne après les Pershing : consensus, divergences et dissensions. Politique étrangère, 1984, 49 (2), pp.355-363. 10.3406/polit.1984.3371 . hal-01009252

HAL Id: hal-01009252

<https://sciencespo.hal.science/hal-01009252>

Submitted on 10 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

L'Allemagne après les Pershing : consensus, divergences et dissensions

Le Gloannec

Citer ce document / Cite this document :

Le Gloannec. L'Allemagne après les Pershing : consensus, divergences et dissensions. In: Politique étrangère, n°2 - 1984 - 49^eannée. pp. 355-363;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1984.3371>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1984_num_49_2_3371

Fichier pdf généré le 06/01/2019

Résumé

Après l'apaisement, momentané peut-être, de la vague pacifiste, la République fédérale semble en revenir à un quotidien fait de taux de croissance, de courbe de chômage et de luttes syndicales. Si la plupart des observateurs s'accordent à dénoncer un certain retard technologique, en revanche ils ne s'accordent pas sur les remèdes à prendre ni sur la politique à suivre pour contrer le chômage. L'antagonisme gouvernement-opposition se déplacerait-il des fusées aux 35 heures ? Le consensus paraît également s'effriter en matière de défense bien que, de facto, le gouvernement rejoigne parfois le SPD. Pourtant il demeure, sur un point, essentiel : l'Ostpolitik.

Abstract

Consensus, differences and dissensions in post-Pershing Germany, by Anne-Marie Le Gloannec
The wave of pacifism seems to have subsided momentarily in the Federal Republic of Germany and attention has once more returned to everyday problems such as the rate of growth, the unemployment curve and trade union disputes. Though most observers deplore a degree of technological backwardness, they do not agree on how to remedy it, nor on policies to reverse the unemployment trend. Will the missile issue be replaced by the 35-hour week as the major bone of contention between government and opposition ? Consensus also seems to be eroding on defence although the government and the SPD are at times united on this question. However, the one essential point on which consensus remains is Ostpolitik.

Anne-Marie
LE GLOANNEC*

L'ALLEMAGNE APRÈS LES PERSHING : CONSENSUS, DIVERGENCES ET DISSENSIONS

L'Allemagne pacifiste s'est tue. Il a suffi, le 22 novembre 1983, d'un oui parlementaire signalant le déploiement des fusées américaines en République fédérale pour que les manifestants s'immobilisent, désarmés. Certes, cette année encore, les traditionnelles « marches de Pâques » ont rallié les forces vives du mouvement et une poignée d'inconditionnels montent la garde à Mutlangen où s'entreposent quelques *Pershing*. Il n'en demeure pas moins que le mouvement s'est éparpillée — pour l'heure.

Dès lors que l'opposition aux fusées se soldait par un échec, le mouvement perdait sa force mobilisatrice et la majorité du pays, jusqu'alors hostile au déploiement, ralliait la raison politique en acceptant tacitement la sanction parlementaire : triomphe du jeu démocratique sur le moralisme intégriste et peut-être aussi défaitisme et lassitude. Aussi bien, les institutions, le parti social-démocrate et les syndicats en particulier, qui, en moins de deux ans, avaient cédé à la vague pacifiste, se tournaient peu ou prou vers d'autres horizons. C'est à peine si, au congrès du SPD qui s'est tenu à Essen du 17 au 21 mai, le mot de *Pershing* a été prononcé.

Après une incursion dans la *high politics*, la République fédérale en reviendrait-elle à la normalité, c'est-à-dire à un quotidien fait de taux de croissance, de restructurations industrielles, de courbes de chômage et de luttes syndicales... ? L'actuelle coalition, est, il est vrai, arrivée au pouvoir parce que la majorité qui l'élut misait sur ses compétences économiques et aspirait à une tranquillité bourgeoise qu'incarne Helmut Kohl. Ni la social-démocratie, ni les Verts, en première ligne lorsqu'il s'agissait de s'opposer aux fusées, ne promettaient la même prospérité quiète.

La coalition social-démocrate et libérale avait, au demeurant, laissé se détériorer les grands équilibres, en faisant assumer par la République fédérale le rôle de « locomotive » du monde occidental. Certes

* Attachée de recherches au CERI (FNSP).

dès 1981, elle cherchait à restaurer équilibre extérieur et équilibre budgétaire sans que les partenaires de la coalition s'entendent toutefois sur l'ampleur et la nature des mesures à prendre. A l'automne 1982, le FDP prit l'initiative de la rupture pour s'allier aux conservateurs et mener une politique de rigueur. C'est en somme au nom d'une rigueur jugée nécessaire et d'une prospérité espérée que les électeurs reconduisirent, en mars 1983, le gouvernement d'Helmut Kohl.

La gestion des affaires n'était pas seule en cause. A la lumière peut-être des faiblesses passagères qui menaçaient le fameux « cercle vertueux »¹, la République fédérale découvrait, non sans effroi, qu'elle s'essouffait derrière ses concurrents, japonais et américain. Depuis un an ou deux, il n'est plus question que de « retard technologique », d'inadéquation structurelle de l'industrie allemande à la demande internationale.

Premier exportateur mondial de machines-outils, la République fédérale tarde à prendre le virage de la nouvelle révolution industrielle. Elle accumule des retards, notamment dans la micro-électronique et la bio-technologie bien que, par ailleurs, elle détienne une position dominante dans certains domaines, dans celui des télécommunications par exemple, en particulier de la technologie des fibres optiques.

Sans s'accorder sur la gravité et l'étendue du mal, les constats, dans l'ensemble, convergent et chacun y va de son remède. L'actuelle coalition gouvernementale en a fait son cheval de bataille, esquissant un « grand projet » qui devrait, selon elle, redonner à l'industrie allemande une seconde vigueur. Imputant à l'absence d'initiatives et à la pénurie de capital le relâchement de l'effort industriel, le gouvernement fédéral a pris — ou s'apprête à prendre — des mesures pour pallier l'une et l'autre.

C'est notamment pour reconstruire les capacités de financement des entreprises que le ministre des Finances, Gerhard Stoltenberg, élabore une réforme des impôts. Au sein de la coalition gouvernementale cependant, les avis sont, à cet égard, partagés. Un Franz-Josef Strauss par exemple et, avec lui, une partie des chrétiens-sociaux et des chrétiens-démocrates, souhaiteraient que les réductions d'impôts profitent aux familles. C'est également pour favoriser l'initiative privée que le gouvernement allège contraintes et dispositions juridiques, dans le domaine de la construction par exemple.

Plus spécifiquement et, d'une certaine façon, en contradiction formelle avec sa volonté proclamée de moins intervenir dans les affaires économiques, il se propose de subventionner la recherche et le

1. Que l'on pourrait définir par l'existence d'un excédent structurel de la balance commerciale alors même que la monnaie se revalorise.

développement dans des secteurs de haute technologie, grâce à une enveloppe de 3 milliards de deutschemarks pour quatre ans. Il n'est pas jusqu'au ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, qui ne soit intervenu, soulevant d'ailleurs une vive controverse puisqu'il suggère, pour favoriser la recherche, de créer des universités privées réservées à une élite étudiante, sur le modèle du Massachusetts Institute of Technology.

Le discours sur la technologie n'est pas l'apanage du gouvernement. Les politiciens de province veulent appliquer à leur *Land* ou à leur ville les recettes qui font le succès d'un Lothar Späth au Bade-Wurtemberg. Sans ressources industrielles, cet Etat méridional est devenu, sous l'impulsion de son ministre-président, l'un des hauts-lieux d'une technologie développée par des petites et moyennes entreprises. La Bavière et Berlin-Ouest pourraient l'imiter, Berlin-Ouest que menacent le dépeuplement et le vieillissement des hommes comme des industries et dont, dès 1981, l'ancien maire-régnant, Richard von Weizsäcker, voulait faire la Silicon Valley d'Allemagne occidentale, en misant sur l'importante proportion de chercheurs qui s'y sont installés.

La social-démocratie ne veut pas être en reste. Elle s'était laissée gagner un instant par une certaine méfiance à l'égard de la technologie — son opposition à la nouvelle carte d'identité informatisée en est un exemple —, soit qu'elle ait épousé des thèmes « verts » par sympathie et aussi par tactique, soit qu'aient ressurgi une aversion traditionnelle pour l'anarchie d'un développement soustrait au contrôle étatique.

Toujours est-il que l'épisode paraît clos — au moins pour l'heure — et que le SPD s'est bruyamment converti, à son congrès de Essen, aux technologies nouvelles et aux nouveaux médias, notamment à la pluralité de diffusion qu'il avait, jusqu'à l'hiver dernier, refusée. Il n'en continue pas moins de critiquer le câblage de la République fédérale. Il est vrai que le ministre des Postes de la coalition gouvernementale, M. Schwarz-Schilling, s'est prononcé en faveur d'une technologie en voie d'obsolescence, celle des câbles coaxiaux en cuivre, qui menace de figer l'avance ouest-allemande dans le domaine des fibres optiques.

Le SPD se veut donc parti de la modernité sans pour autant épouser la ligne gouvernementale. Il faut moderniser en maintenant l'emploi, en facilitant reconversions et qualification des travailleurs, en préservant l'environnement, étendre, par exemple, la cogestion à toutes les branches de l'économie, y compris là où s'implanteront des technologies nouvelles, créer un fonds spécial « travail et environnement » qui devrait promouvoir les investissements et multiplier les emplois.

Le SPD, ce faisant, se démarque de la stratégie qui avait paru être la sienne depuis la fameuse controverse entre partisans d'une intégration des Verts et tenants de la tradition ouvrière. Refusant de nouer à l'avance des coalitions qui réduiraient le champ des possibles, caressant même l'idée de devenir un jour parti majoritaire, il envisage maintenant de « ratisser large », de gagner, à droite et à gauche de l'échiquier électoral, la sympathie de conservateurs et de libéraux déçus aussi bien que celle de générations ou de couches nouvelles, sans pour autant délaissier la base ouvrière.

Le soutien des sociaux-démocrates aux grévistes de la métallurgie et de l'imprimerie s'inscrit dans cette perspective. Il est quelque peu tardif, en partie réservé, notamment à l'égard d'une réduction du temps de travail qui impliquerait le maintien d'un salaire intégral. Il est aussi réel et chaleureux, de la part d'un Willy Brandt par exemple, parce qu'il s'agit peut-être d'affirmer identité et cohésion ouvrières.

Aussi bien, les grèves n'ont peut-être pas pour seul enjeu la réduction du temps de travail et la résorption du chômage. Après le déferlement, une année durant, d'une vague pacifiste qui, en entraînant une partie du DGB, a estompé sa spécificité, ne s'agit-il pas de recouvrer une identité syndicale, par le biais d'une « nouvelle lutte de classes » à laquelle la coalition gouvernementale se prête parfois trop facilement ?

La situation économique, au demeurant, n'est ni trop, ni trop peu défavorable. Un chômage qu'accentueront restructurations industrielles et recours à des technologies nouvelles menacera la pugnacité syndicale. Il est encore temps de réagir avant que les non-chômeurs renoncent à la solidarité pour préserver leurs emplois. Selon les sondages préalables au déclenchement des grèves, les syndicats ont même eu quelques difficultés à rassembler leurs troupes.

Serait-ce aller trop vite en besogne que d'annoncer la rupture du fameux consensus et le déplacement, des fusées aux 35 heures, de l'antagonisme entre gouvernement et opposition ? Même si la République fédérale compte, en termes de jours de grève, parmi les pays les plus paisibles d'Occident, il faut néanmoins rappeler qu'elle n'a jamais été véritablement épargnée par les affrontements. A preuve, sur le plan politique, l'opposition, dans les années 50, de la social-démocratie à la *Westpolitik* d'Adenauer. A preuve aussi, la grève des métallurgistes qui cessèrent le travail, d'octobre 1956 à février 1957, pour obtenir le maintien de leur salaire en cas de maladie, ou encore celle d'avril 1972, déclenchée par solidarité avec la coalition social-démocrate et libérale en butte aux attaques de l'opposition conservatrice.

Il est vrai cependant qu'une bipolarisation paraît s'esquisser dans la mesure où les petits partis, le FDP notamment, qui joue un rôle-

tampon, mais aussi les Verts, épuisés, au niveau fédéral, par des querelles intestines, pourraient s'effacer de l'échiquier politique. En sens inverse toutefois, la stratégie de retour au pouvoir, que vient de définir Willy Brandt, vise à embrasser une partie du centre, voire de la droite catholique.

Cet objectif est peut-être moins illusoire qu'il ne peut, à première vue, le sembler. Les conservateurs, moins encore que la social-démocratie, ne forment un bloc monolithique et des convergences, sinon des affinités, rapprochent le courant social de la démocratie-chrétienne et la social-démocratie. Franz-Josef Strauss et, avec lui, des chrétiens-sociaux et des chrétiens-démocrates joignent leur voix à celles de l'opposition pour demander, par exemple, que la réforme Stoltenberg profite aux familles plutôt qu'aux entreprises. Ils contournent ainsi le parti libéral sur sa gauche et les rumeurs de grande coalition ont, en ce sens, quelque substance bien qu'il s'agisse plus de sondage que d'une éventualité prochaine, surtout au niveau fédéral.

Il est cependant un domaine où l'effritement, voire la rupture, d'un consensus partisan paraît réel : celui de la politique de sécurité dont la social-démocratie remet en question, bien qu'à des degrés divers, les deux volets essentiels, stratégie de défense et alliance avec les Etats-Unis.

L'éloignement vis-à-vis des Etats-Unis se nourrit en partie des crises américaines. Guerre du Vietnam, camouflet du Watergate, abaissement de Carter... ont fourni les instruments d'une critique à une bonne partie de la social-démocratie qui trop souvent confond divergences et divorce. Récemment, Richard Löwenthal s'est vu contraint d'avertir ses amis politiques qu'intérêts allemands et intérêts américains se recouvrent même s'il ne s'agit pas d'épouser les politiques américaines. Et de rappeler que « le conflit Est-Ouest n'est justement pas seulement un conflit entre puissances où nous serions par hasard, pour des raisons géographiques, du côté de l'Occident ; c'est un conflit entre systèmes antagonistes qui reposent sur des valeurs différentes »².

Est-ce justement dans cet oubli que réside l'éloignement des sociaux-démocrates par rapport à l'ancien ami américain ? Avec l'*Ostpolitik*, le SPD aurait accepté non seulement la réalité géopolitique mais aussi celle du pouvoir soviétique. Faudrait-il aussi imputer ce glissement à la relève des générations, à la « marche à travers les institutions » postérieure à 1968, à la redécouverte de l'avant Bad Godesberg, à la confusion entre l'américanisation et une perte

2. Cf. Richard Löwenthal, « Die Deutschen sind keine Pendler — Westbindung und nationale Identität : Vor Irrwegen muss gewarnt werden », *Die Zeit*, n° 21, 18 mai 1984, et « Westbindung und Identität der Deutschen : eine Antwort an Peter Glotz », *Neue Gesellschaft*, mai 1984, pp. 437 et 440.

d'identité dérivant de l'anéantissement physique et moral, en 1945 ? Explications multiples et insuffisantes : à risquer trop de réponses, on n'en fournit aucune.

Corollairement, la social-démocratie remet de plus en plus ouvertement en cause la stratégie de l'OTAN, sans toutefois vouloir en sortir. Le signal, il est vrai, en a aussi été donné ailleurs, aux États-Unis comme en Europe : le coût social et politique de la dissuasion s'avère trop élevé et le développement de technologies nouvelles ouvre la voie d'une conventionnalisation.

Le SPD cependant poursuit à vive allure sa révision. Le récent congrès du parti s'est prononcé, sur la base d'une motion élaborée par le comité directeur, pour l'abandon de la dissuasion nucléaire en faveur d'une dissuasion conventionnelle. Celle-ci pourtant s'avère singulièrement ambiguë, voire chimérique.

D'une part, le SPD se prive, d'une certaine façon, des moyens de l'assurer véritablement. Une dissuasion conventionnelle devrait essentiellement reposer sur une capacité défensive de l'OTAN (*strukturelle Nichtangriffsfähigkeit*) qui exclut explicitement toute riposte au deuxième échelon. Il propose, au demeurant, de créer en Europe des couloirs dénucléarisés, de retirer progressivement du Vieux Continent les armes nucléaires tactiques qui y sont stationnées, et aussi de geler la part du budget allouée aux dépenses militaires afin, dit-il, de ne pas remplacer la course aux armements nucléaires par un réarmement conventionnel.

Le SPD, d'autre part, entend la dissuasion comme étape transitoire, préliminaire à la création d'une structure d'équilibre et de paix en Europe. Cette structure cependant implique une sécurité absolue dont la recherche pourrait fort bien gommer la notion de risque, inhérente à la dissuasion : puisque l'on aspire à une sécurité « absolue », on pourrait oublier qu'entre-temps la sécurité « transitoire » repose sur l'incertitude d'un recours aux armes.

La mise en cause n'est certes pas radicale — pas encore. La social-démocratie proclame son attachement à l'Alliance atlantique et Oskar Lafontaine, le brillant et bruyant maire de Sarrebruck, a mis une sourdine à ses propos néo-gaullistes : il ne demande plus que la République fédérale quitte l'OTAN. Il n'en demeure pas moins que, de glissement en glissement, la majorité du parti social-démocrate se lie un peu plus à ceux dont dépend ce qu'elle voudrait être une sécurité absolue : les Soviétiques.

En approuvant le déploiement des fusées, le gouvernement conservateur privilégie en revanche la dissuasion par rapport à l'arms control, la sécurité risquée mais réelle aux chimères de l'absolu, et rétablit le couplage entre Amérique et Europe. Il se met au diapason

de l'Alliance, « noyau central de la raison d'Etat allemande », comme le déclarait Helmut Kohl dès la première déclaration gouvernementale du 13 octobre 1982.

Cela n'implique pourtant pas que la coalition gouvernementale se tienne à l'écart du débat stratégique. Comme au demeurant la social-démocratie, l'Allemagne conservatrice et libérale paraît pencher en faveur d'un relèvement du seuil nucléaire — et s'opposer au « réarmement » de la guerre des étoiles — : le recours aux armes nucléaires tactiques lui paraît de moins en moins souhaitable. La « défense à l'avant », c'est-à-dire une défense à la frontière inter-allemande sans perte de territoire ni frappe préemptive à l'Est, implique cependant une formidable force conventionnelle.

Or une double impasse, démographique et financière, limitera désormais la contribution conventionnelle de la République fédérale à la défense, atlantique et allemande. L'armée allemande des années 80 et 90 aura à sa disposition moins d'argent et moins d'hommes. Il lui manquera, en 1990, près de 80 000 hommes et, cette année, le budget de la défense a crû de 3,2 % par rapport à 1983, c'est-à-dire au rythme de l'inflation. Les vœux du SPD prennent corps... En somme, si les confusions menacent la social-démocratie, la coalition gouvernementale se heurte à l'entêtement des faits.

L'Europe offrirait-elle un recours, à celle-ci comme à celle-là ? Du côté gouvernemental, le chancelier Kohl, catholique du Sud que l'on dit au demeurant profondément francophile, s'est plié, avec bonne grâce, à une coopération militaire franco-allemande dont François Mitterrand et Helmut Schmidt avaient, en 1982, voulu rouvrir le dossier. Par la suite, les craintes françaises d'une dérive allemande et l'échec du sommet d'Athènes, en décembre 1983, ont pressé les Français de s'ouvrir à leur voisin, non sans qu'à La Haye, le président de la République marque momentanément le pas. Le gouvernement ouest-allemand semble y répondre favorablement bien qu'avec discrétion. Certes le chancelier Kohl s'est prononcé en faveur d'une union politique européenne mais il a laissé aux partis de l'Union plutôt qu'aux membres du gouvernement le soin de réclamer la création d'une force nucléaire européenne intégrée ou celle d'un plan de défense commune³. Discrétion de l'acteur ?

Il n'a pas en effet à craindre l'opposition du parti social-démocrate dans la mesure où celui-ci s'est fait le champion de l'Europe. Selon Horst Ehmke, vice-président de la fraction social-démocrate au Bundestag, auteur de réflexions sur ce thème, « l'affirmation de l'Eu-

3. Cf. notamment les propos de J. Todenhöfer, député CDU responsable des questions de sécurité à *Die Welt*, 17 avril 1984. Cf. aussi ceux d'A. Dregger, président de la faction parlementaire au Bundestag, *Die Zeit*, 23 mars 1984.

rope » (*Selbstbehauptung Europas*) exige que celle-ci « devienne une force dans l'Alliance », qu'elle endosse notamment « une plus grande responsabilité en ce qui concerne la défense du front centre-européen »⁴. Le SPD en a esquissé le premier pas, dans la même direction que le gouvernement : la France. A l'hiver 1983, il s'est rapproché du parti socialiste, estimant peut-être que son refus des *Pershing* l'isolait de la France, partenaire parmi d'autres pour la social-démocratie, mais aussi principal partenaire de tout gouvernement allemand. C'est pourquoi SPD et PS ont réanimé un groupe de travail, consacré aux questions de défense, qui avait été mis en veilleuse peu de temps après sa création en 1974.

Est-ce pourtant bien la même Europe qu'ont en vue sociaux-démocrates et conservateurs ? On serait tenté de répondre — à une heure où les contours en sont à peine ébauchés — : ni tout à fait une autre, ni tout à fait la même. En particulier, cette Europe ne saurait être la même si les Etats-Unis y jouent des rôles différents, selon la version social-démocrate ou la conservatrice. Les réactions du gouvernement et de l'opposition aux propositions de l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger sont à cet égard révélatrices.

En proposant la nomination d'un Européen à la tête militaire de l'OTAN et le retrait d'une partie des troupes américaines du Vieux Continent, celui-ci menaçait de fragiliser le lien qui unit les deux piliers de l'Alliance, en bref de découpler, une fois de plus, Amérique et Europe. Le gouvernement ouest-allemand s'y est par conséquent opposé alors que les sociaux-démocrates, Egon Bahr par exemple mais aussi l'ancien chancelier Helmut Schmidt, y voyaient la voie d'une plus grande indépendance européenne.

Aussi bien, c'est à partir de prémisses différentes — atlantisme ou repli — que gouvernement et coalition mènent la même politique à l'Est. La coalition conservatrice et libérale ne se réfère plus, pour désigner les rapports inter-allemands, à une « communauté de sécurité » qui occultait différends et divergences entre les deux Etats — et que la social-démocratie continue d'employer —, mais à une notion morale, plus neutre, de « communauté de responsabilités ». Pourtant, après avoir critiqué, lorsqu'il était dans l'opposition, une politique social-démocrate qui consistait à concéder sans rien obtenir, le gouvernement d'Helmut Kohl a, lui aussi, multiplié les concessions.

Après, au printemps 1983, un froid inter-allemand — il y eut des morts à la frontière —, visites, accords et prêts se sont succédés. Tout le monde politique ouest-allemand, des Verts aux conserva-

4. Le papier interne au parti a été publié récemment. Horst Ehmke, « Eine Politik zur Selbstbehauptung Europas. Überlegungen angesichts der Entfremdung zwischen Alter und Neuer Welt », *Europa Archiv*, 10 avril 1984, pp. 195-204.

teurs, se presse aux portes de Berlin-Est. Helmut Kohl et Erich Honecker se sont entretenus deux heures durant à l'enterrement d'Andropov et l'on annonce, pour l'automne, la visite en Sarre du premier secrétaire du SED. Des négociations se sont ouvertes, rouvertes — comme celles qui portent sur les questions culturelles — ou encore conclues, entre les deux Allemagnes aussi bien qu'entre Berlin-Ouest et le gouvernement est-allemand. A l'été, Franz-Josef Strauss a consenti à l'économie est-allemande un crédit d'un milliard de deutschemarks.

Est-ce en paiement que les autorités est-allemandes ont entrouvert le sas entre les deux Allemagnes de sorte que, de Noël à Pâques, plusieurs milliers d'Allemands de l'Est ont pu gagner définitivement la République fédérale ? Après s'être réjouis, les Allemands de l'Ouest, gouvernement et population, en ont conçu un certain malaise. Il est, d'une part, plus difficile que dans les années 50 et 60 d'intégrer ces réfugiés, à la fois pour des raisons économiques et parce qu'ils n'ont jamais connu d'autres réalités que celles de la RDA.

D'autre part, les concessions est-allemandes n'en sont pas vraiment puisqu'aussi bien Berlin-Est referme ses portes. Ce n'est pas une politique de concessions temporaires que cherche Bonn, la délivrance de quelques visas d'exil, mais la possibilité pour les Allemands de l'Est de circuler librement. « Nous ne voulons pas dépeupler la RDA », déclarait récemment Philipp Jenninger, secrétaire d'Etat à la Chancellerie.

Au demeurant, Bonn reproche aux sociaux-démocrates de vouloir aller trop loin. Ceux-ci demandent que la République fédérale cède à certaines revendications est-allemandes. Les Allemands de l'Est demandent ainsi une rectification frontalière et la dissolution de la centrale de Salzgitter, chargée d'enregistrer incidents et délits qui se produisent à la frontière entre les deux Allemagnes. Bien plus, des élus sociaux-démocrates se sont récemment rendus à la Chambre du peuple, nouant des contacts quasi officiels entre les deux assemblées dont l'une n'est pas représentative.

Pourtant ces divergences sont, somme toute, mineures. Il demeure que le gouvernement d'Helmut Kohl poursuit la politique de Willy Brandt et d'Helmut Schmidt, ce dont se félicitent les sociaux-démocrates. Il a ainsi prouvé que déploiement des fusées américaines et détente inter-allemande n'étaient pas incompatibles, contrairement à ce qu'avait pu croire l'opposition. De quelle importance cependant créditer les différents objectifs du gouvernement conservateur ? S'agit-il avant tout de s'ancrer à l'Ouest en se dédouanant à l'Est ? Ou faut-il penser que la dynamique des relations inter-allemandes a acquis une telle importance qu'elle demeurera, voire s'amplifiera, quel que soit le gouvernement en place à Bonn ?